

Le crédit pour réduire les inégalités raciales

“Vous gagnez 1200 Rands par mois (120 euros)? Vos rêves peuvent devenir réalité!” Une immense publicité accueille les clients de la Standard Bank, dans le centre commercial de Cresta, un quartier de la classe moyenne de Johannesburg. 1200 Rands, c’est en dessous du salaire minimum légal déjà très bas, qui s’élève à 1600 rands (160 euros). 1200 Rands par mois, c’est un salaire qui ne paye ni le loyer, ni les frais scolaires de vos enfants, à peine du pain pour chaque repas et le prix des transports pour aller au travail. Et pourtant, la Standard Bank affiche la photo d’un immense écran plat en dessous de sa campagne de publicité : “Vous êtes les pauvres des pauvres, mais vous pouvez bien vous acheter un nouveau poste de télévision”, semble dire la banque à ses nouveaux clients.

L’Afrique du Sud est le pays où les inégalités sociales sont les plus élevées au monde. Les habitants d’un bidonville croisent des voitures de luxe tous les jours, et passent devant les plus belles boutiques, où l’on vend nouveaux smartphones, ou les dernières marques tendances. Bien difficile de résister.

“Quand j’étais gamine, je n’avais qu’un rêve : faire glisser une carte de crédit dans une machine!”, s’amuse Loyiso, 34 ans. “Ma mère n’en avait jamais eu, et je trouvais ça tellement classe!”. Aujourd’hui, la jeune femme est endettée à hauteur de 50 000 Rands (5000 euros). Une fortune pour la majorité des Sud-africains. Assise sur son lit, dans la petite maison familiale de Soweto, le plus grand township du pays, Loyiso allaite son nouveau-né. Lorsqu’elle était enceinte de quelques mois, elle a appris que sa compagnie mettait la clé sous la porte et qu’elle était licenciée. Sa petite start-up de recherche pour la consommation n’a pas résisté à la récession mondiale. “Le jour même où j’ai appris que j’étais au chômage, je suis allée ouvrir un compte à crédit chez Woolworth, se souvient-elle. Ils ne pouvaient pas prouver que j’étais sans emploi et je savais que sinon je ne pourrais pas manger dans les mois à venir.” Woolworth est un supermarché alimentaire, qui propose également des habits, du linge de maison et des produits de beauté. L’équivalent de notre Monoprix. “Et il fallait que j’achète des habits et des produits pour mon bébé. Je n’avais aucune économie et je croulais déjà sous les dettes.”

Sa première carte de crédit, elle obtient alors qu’elle est encore étudiante. Son magasin favori, Edgars, lui propose 2000 rands de crédit tous les mois, pour s’acheter des habits. “A 22 ans, tu trouves ça extraordinaire! Allez faire du shopping gratuitement!”. Elle trouve finalement un petit boulot dans un call-center, puis dans la compagnie Ernsts and Young. Les dettes pour les crédits à la consommation, pour sa nouvelle voiture et pour payer le loyer s’accumulent. Elle n’a plus d’autre choix que d’emprunter 22 000 rands (2 200 euros) à la banque pour rembourser. “Tu parles! Au lieu de rembourser, quand j’ai vu l’argent sur mon compte, je me suis dit que ça pourrait attendre encore un peu. Je me suis inscrite dans une salle de sport, je sortais avec les copines, j’ai acheté plein de fringues,... Et rapidement, je n’avais déjà plus rien...”

Les quinze dernières années ont été rythmées par les remboursements, de nouveaux prêts à la banque, des impayés,... “J’aurais aimé savoir ce que c’est vraiment un crédit quand j’étais jeune, confesse-t-elle. J’aurais été plus vigilante. Mais une fois que tu as mis le doigt dans l’engrenage, il est très difficile de garder la tête hors de l’eau.”

Des histoires comme celle de Loyiso sont très courantes dans la classe moyenne sud-africaine. La plupart des soi-disant “Black Diamond”, cette élite fortunée noire qui s’est créée à partir de 1994, conduisent de grosses cylindrées mais n’ont pas assez d’argent pour y mettre de l’essence. Une blague très répandue dans le pays suggère même que leurs conducteurs doivent rentrer manger chez leur mère, dans le township, car il n’ont pas de quoi remplir leur frigo!

A l’Institut sud-africain pour les économies (South African Saving Institute), on explique ce phénomène par l’histoire du pays, et les ségrégations raciales de l’apartheid. “Les Noirs dans le pays n’ont jamais eu beaucoup d’argent, raconte Elisabeth Lwanga-Nanziri, il n’y a aucune culture de l’économie. Et s’il n’y a pas d’économies, à la moindre épreuve, il faut se tourner vers le crédit.” En moyenne, les Sud-africains économisent seulement 16% de leur revenu. A un niveau de développement similaire, en Chine on économise 52% et en Inde, 37% des revenus. “Les personnes désavantagées par l’histoire (Noirs, Métisses, Indiens, ndlr.) veulent la même vie que les Blancs, poursuit Elisabeth Lwanga. On leur a dit en 1994 qu’ils étaient égaux. La consommation est la première égalité.”

L’autre conséquence du système racial d’apartheid est que seuls les Blancs ont eu accès aux services bancaires jusqu’en 1994.

Rajeen Devpruth, est “Indien” selon les anciennes classifications raciales de l’apartheid. Il dirige aujourd’hui l’Institut de recherche statistique pour la Société Nationale de régulations des Crédits (National Credit Regulation, NCR). Il se souvient que malgré ses très bons résultats scolaires, il n’avait pas les moyens d’emprunter de l’argent pour poursuivre ses études à l’université. “Le comble, c’est qu’à l’époque je travaillais dans une banque, raconte-t-il. On me faisait confiance pour gérer de l’argent des autres, mais pas du mien!” Les choses ont changé quelques années après la fin de l’apartheid. Le “désavantagés par l’histoire” représentent 88% de la population totale du pays. “Les banques y ont vu un marché énorme, poursuit Rajeen Devpruth. L’économie devait propérer et l’immense majorité des Sud-africains n’avaient pas les moyens d’acheter des bien. Les banques ont ouvert des comptes en banque et des crédits à la consommation à des gens qui ne savaient même pas ce que ‘taux d’intérêt’ signifie.” Jusqu’en 2007, le gouvernement laisse faire. Un moyen d’apaiser les frustrations et d’atténuer le fossé des inégalités. Même si cela reste fictif. Mais, devant le nombre de personnes surendettées (environ 6 millions en 2010), le gouvernement décide d’agir. Avec la création du NCR, les banques et les prestataires de services bancaires ont désormais l’obligation d’informer leurs clients

sur les clauses, s'assurer que le client sait dans quoi il s'engage, et enfin, tous les créiteurs sont enregistrés selon leur taux de remboursement. Un client "surendetté" n'a pas le droit –en théorie- de souscrire à d'autres prêts. Même si dans les rues, des affiches proposent de l'argent aux personnes "blacklistées"... une pratique illégale, mais qui fleurit dans les rues de Johannesburg.

Le ministre de l'économie s'inquiète. Dans son discours d'inauguration du "mois de l'économie" (chaque année au mois de juillet), Pravin Gordhan a mis en garde les Sud-africains : "Nous devons réfléchir à ce dont nous avons vraiment besoin plutôt que de courir derrière le trésor des idiots : le consumérisme. Cette attitude de toujours vouloir acheter plus, ne peut conduire qu'à fonder une société surendettée."

Andre Snyman, directeur de l'association contre les dettes, basée à Pretoria, offre des conseils bancaires et du soutien psychologiques à ses six mille adhérents. Récemment, il était au Ghana, pour participer à une conférence sur le crédit. Il y organise aussi des ateliers d'éducation de la population : "Les banques se tournent vers les pays en développement. L'Afrique est un nouveau marché. Mais nous devons absolument mettre en garde ces pays, qu'ils ne tombent pas de le même piège que l'Afrique du Sud."